



ficd

FÉDÉRATION INTERJURASSIENNE
DE COOPÉRATION
ET DE DÉVELOPPEMENT

**BULLETIN
D'INFORMATION
DE LA FICD**

**TRIMESTRIEL - N°20
21 JUIN 2013**



Commission technique : des experts à l'écoute



Commission technique (CT) : voilà une dénomination bien réductrice pour désigner un pôle de compétences indispensable à l'examen des projets, à la réflexion et à l'interpellation des Organisations membres (OM) de la FICD, sur les immenses défis que représente l'appui à un projet de développement.

Le terme de projet est également réducteur, car il comprend la réalisation d'activités dans une période donnée, avec un début, une planification et un budget réalistes, un suivi régulier, puis une fin qui, dans la plupart des cas, donne lieu à une évaluation.

Dans la réalité, les échanges qui se déroulent au sein de la CT vont bien au-delà de ces considérations techniques. Car, nous savons tous que derrière derrière chaque dossier de projet, il y a d'abord des hommes et des femmes, des populations de cultures très différentes dont les logiques et les représentations paraissent souvent opposées aux nôtres. Une «opposition» qui nous incite à intégrer ces différentes approches dans une dynamique de complémentarité.

Composée de 13 experts, la CT de la FICD valorise avant tout les comportements et le gé-

nie propre de la population concernée au Sud. Elle prend également en compte les approches et logiques du Nord qui, contrairement aux convictions qui subsistent dans certains milieux «tiers-mondistes», peuvent s'intégrer avec bonheur dans les dynamiques sociétales du Sud. Plusieurs OM nous ont affirmé que les recommandations de la CT avaient eu un impact positif sur leur partenaire du Sud et, partant, sur leur projet.

On l'aura compris : un partenariat Nord-Sud bien construit est un gage de qualité des échanges qui se déroulent dans un esprit de réciprocité et d'enrichissement mutuel.

En tant que président de la CT, je rêve d'y voir davantage de personnes originaires du Sud. Certaines participent déjà à nos formations, mais ces dernières restent encore trop peu fréquentées !

La CT fonctionne comme un révélateur des opportunités, des difficultés et des défis que doivent relever les OM. Elle agit également comme un levier qui facilite la prise de conscience des compétences locales qu'il faut mettre en valeur.

Ce bulletin inaugure une série d'articles rédigés par des experts de la CT, afin que vous puissiez mieux les connaître et découvrir leur vision du développement. Vous verrez à quel point cette Commission dite « technique » a d'abord un visage humain aussi désireux d'apprendre des autres que d'évaluer.

Essayons donc tous d'en profiter au maximum ! ●

DENIS CATTIN, denis.cattin@bluemail.ch.

Président de la commission technique : collaborateur scientifique au sein de la HES-SO, ancien coopérant volontaire au Pérou, puis secrétaire de la Plateforme UNITE regroupant des ONG de coopérants volontaires engagés dans des pays du Sud.

Développer notre village

« Quand les Blancs viendront-ils enfin développer notre village ? » Cette phrase, entendue au détour d'une conversation au Cameroun, illustre bien le flou qui règne parfois autour de la notion de développement. S'agit-il vraiment d'une réalité que l'on peut importer (voire imposer) de l'extérieur ? Une « modernisation » que l'Occident se doit d'implanter dans le reste du monde ? Le rattrapage d'un « retard » qui peut être comblé par un transfert de savoirs, de technologies ou d'infrastructures ?



Depuis le début du millénaire, une compréhension plus neutre et moins ethnocentrique du développement semble s'imposer. On parle de

« réduction de la pauvreté », notion que toute organisation engagée dans le domaine se doit d'afficher parmi ses principes. Les Objectifs du Millénaire en tracent les contours. Pourtant, alors que l'on réfléchit déjà à « l'après 2015 », certaines questions font encore débat. La pauvreté est-elle uniquement d'ordre matériel, mesurable en termes de PIB ? Quelles sont les stratégies adéquates pour réduire les inégalités et mettre fin à la pauvreté ?

Pour les uns, le soutien ciblé aux populations désavantagées devrait permettre de briser le cercle vicieux de la pauvreté.

L'accent est mis sur le droit à l'éducation, à la santé et à la sécurité alimentaire, sur l'accès à l'eau et à la propriété foncière. Pour d'autres, ce sont les structures nationales, économiques et politiques, qui doivent être rendues plus favorables aux pauvres. Sans « bonne gouvernance », sans Etat démocratique ni marché inclusif, aucun changement ne peut être fructueux à long terme. Un troisième groupe insiste finalement sur la dimension globale des mécanismes liés à la pauvreté. En ligne de mire : le commerce international, l'influence des multinationales (agroalimentaires, minières, etc.), les transferts financiers et les politiques fiscales.

Trois points de vue qu'il ne s'agit pourtant pas d'opposer. Ensemble, ils forment les dimensions complémentaires d'une stratégie multiforme et globale prenant en compte des aspects de plus en plus nombreux et complexes : genre, environnement, nouvelles technologies de l'information, cultures et religions, ainsi que l'entrée

en scène de nouveaux acteurs globaux : Chine, Inde, Brésil. Il n'est dès lors plus possible de travailler de manière cloisonnée, selon une approche unilatérale, avec des oeillères idéologiques ou doctrinales.

A l'avenir, il s'agira de créer des ponts entre projets, entre approches et entre acteurs sociaux au Nord comme au Sud. Nous ne voulons pas simplement « développer » tel ou tel village là-bas. Nous voulons « développer » ensemble notre village planétaire ●

RETO GMÜNDER

EXPERT FICD

reto.gmuender@bluebottle.com

Consultant en développement, ancien Secrétaire général de Pain pour le prochain.

Spécialiste en gestion de projets, animation et communication, management stratégique, développement organisationnel, renforcement de la société civile et dimensions culturelles, religieuses et éthiques du développement.

Jean-Pierre Sorg expert en développement forestier

*Ingénieur forestier EPFZ,
Dr en sciences naturelles*

Après une formation plutôt classique dans le domaine de la gestion des forêts de montagne en Suisse, je me suis spécialisé en foresterie tropicale. Avec mon épouse et nos deux enfants, nous avons séjourné près de 10 ans en Afrique (Rwanda, Madagascar). Dans ces deux affectations pour le compte de la DDC et d'Intercoopération, je me suis familiarisé avec des questions de reboisement, de gestion de forêts naturelles, d'agroforesterie et de recherche appliquée. J'ai ensuite dirigé une unité de

formation et de recherche en foresterie tropicale à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, ce qui m'a amené à voyager en Afrique, en Asie et en Europe de l'Est.

Dans le cadre de mes activités professionnelles, j'ai remarqué que beaucoup d'ONG de développement, même dans le domaine du social, envisagent des activités de reboisement ou d'agroforesterie, allant parfois jusqu'à la gestion de forêts naturelles au service des populations locales. Je le constate également dans les projets soumis à la FICD.

J'ai observé aussi, depuis une trentaine d'années, que la foresterie étatique perd de son influence au profit de formes diverses de foresterie sociale. Les ONG ont joué et jouent encore un rôle important dans cette évolution. A mon avis, il est évident que la sauvegarde des forêts tropicales passe par



une bonne formation des cadres, par de meilleures connaissances scientifiques, certainement par des mesures de protection, mais aussi par une plus grande implication des populations, notamment rurales, à leur gestion. C'est dans ce cadre que, désormais retraité, je participe avec intérêt et plaisir aux activités de la FICD ●

JEAN-PIERRE SORG

EXPERT FICD

pertuisat@bluewin.ch

L'expérience du Groupe Nica avec La Trinidad

Le Groupe Nicaragua soutient depuis 1985 le jumelage entre Delémont et La Trinidad, au Nicaragua. Dans les années 80 – en pleine période de révolution sandiniste – les initiateurs de ce jumelage voulaient concrètement appuyer un développement fondé sur les principes fondamentaux de cette révolution : la réforme agraire, l'éducation et la santé accessibles à toutes les couches de la population et en particulier – évidemment – la plus pauvre.

Au cours des premières années, des dizaines de jeunes jurassiens se sont rendus sur place, à leurs frais, en apportant les fruits de leurs récoltes d'argent menées dans notre région. S'ils ont certes amené un petit plus dans les travaux au sein desquels ils s'inséraient, ils ont surtout tissé avec leurs amis nicaraguayens des liens forts, toujours vifs aujourd'hui. Chaque année ou presque, des membres du Groupe Nicaragua se rendent à La Trinidad, rapportant des témoignages relatifs aux nombreux projets soutenus qui, pour la plupart, ont été menés à bien. Des citoyens nicaraguayens ont également fait le déplacement de Delémont. Grâce aux informations continues qui ont été diffusées, les jurassiens connaissent pour la plupart le Groupe Nica, La Trinidad, et les projets menés. Ils bénéficient ainsi d'une prise directe avec la réalité du Sud avec, en corollaire une sensibilisation continue aux rapports Nord-Sud.

Les enjeux du développement vus par la lorgnette du Groupe Nica sont multiples et pour l'essentiel nous pouvons citer :



- La durée de près de 30 ans de solidarité (une génération !) entre deux villes d'ici et de là-bas permet d'être reconnus comme acteurs sérieux de (micro)-projets de développement (la ville de Delémont et la FICD sont les principaux bailleurs de fonds) et d'assurer au Nord des informations directes en provenance du Sud, en prise avec la réalité quotidienne des plus pauvres.
- Cette durée a favorisé l'émergence de partenaires institutionnalisés sur place (l'administration communale dès le début puis de manière crescendo une association très active : le Movimien-

to comunal (<http://www.facebook.com/#!/mcnlatrinidad?fref=ts>, section La Trinidad). Voir aussi www.mcnnicaraguense.org.

- Le jumelage Delémont - La Trinidad a permis à un grand nombre de jeunes (et désormais aussi de moins jeunes) de vivre et de concrétiser un idéal de solidarité. Sur place, au Sud, il a favorisé l'engagement volontaire de nombreuses personnes et l'organisation communautaire de plusieurs centaines de familles en lutte pour des conditions de vie plus dignes. Malgré la fin de la révolution sandiniste en 1990, cet idéal au Nord et ces engagements au Sud ont perduré en dépit du repli sur soi qui caractérise notre époque.

Et si l'un des enjeux du développement était de faire vivre concrètement la solidarité et de contrecarrer l'individualisme, au Nord comme au Sud ? ●

ANDRÉ PARRAT

MEMBRE DU GROUPE NICARAGUA DE DELÉMONT

www.groupe-nica.ch

Le point de vue du partenaire d'Handicap Solidaire au Burkina Faso

Le développement est un processus qui tend vers l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment celles des pays en voie de développement. Cependant, dans la plupart de ces pays, dont le Burkina Faso, on oublie généralement d'inclure l'analyse de la problématique du handicap dans les enjeux du développement.

Selon un récent rapport mondial sur le handicap, 15% de la population totale est handicapée. Selon la Banque Mondiale, ce pourcentage passe à 20% dans les populations les plus pauvres. L'UNESCO quant à elle estime que les 150 Mios d'enfants handicapés dans le monde sont encore victimes d'exclusion et de discriminations. 90% de ceux qui vivent dans les pays en voie de développement ne vont pas à l'école.

Dans ces conditions, il est impératif que les États prennent des mesures spécifiques et appropriées pour assurer la protection sociale et la promotion économique des personnes handicapées.

C'est pourquoi, la plupart des acteurs du handicap au Burkina, notamment Han-

dicap Solidaire Burkina, utilisent une approche basée sur le développement inclusif pour promouvoir et protéger les droits des personnes handicapées en vue de garantir une paix sociale et durable dans l'équité et l'égalité. Pour que cela soit effectif, il faut obligatoirement mettre un accent particulier sur :

- Une forte implication des personnes handicapées dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets et programmes de développement.
- Un plaidoyer auprès de toutes les couches sociales pour une prise en compte systématique de la question du handicap dans leurs actions sectorielles.
- Un renforcement des capacités des

différents intervenants du domaine du handicap: les ONG, les associations de personnes handicapées, les services professionnels et de mobilité, etc.

- Un développement de la collaboration et du partenariat entre les différents partenaires techniques et financiers notamment les Services de coopération, les fondations, les organismes internationaux, etc. ●

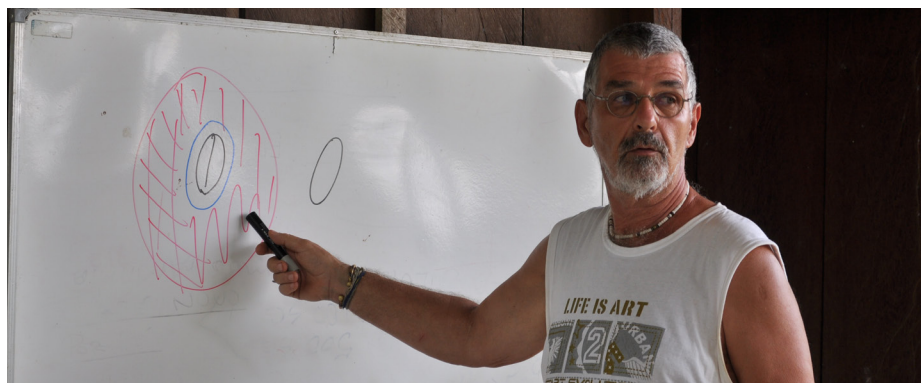
FREDDY OUEDRAOGO

COORDONNATEUR DE PROGRAMMES HANDICAP SOLIDAIRE BURKINA

www.handicapsolidaire.ch

FUSAM - E-changer : un partenariat qui porte ses fruits

En 2012 FUSAM a conclu un partenariat de missions courtes avec E-changer.



Bruno Kull, agronome et formateur d'adultes s'est rendu à 3 reprises sur le terrain en Amazonie. Cela nous a permis de faire un diagnostic, tant du côté de la production de café que de la gestion de l'association, d'identifier les forces et les faiblesses du projet et de proposer des améliorations tout en tenant compte des éléments contextuels et du temps requis.

Impossible de muter les associés du jour au

lendemain en agriculteurs-producteurs. Le seul objectif de le devenir est déjà un défi en soi. Introduire une culture novatrice comme le café, demande de la patience et des ressources adéquates.

Grâce à la confiance et au dialogue avec les partenaires, nous sommes parvenus à initier les ajustements souhaités, tant au niveau de la technique de production que de la gestion associative.

Au final nous avons atteint les objectifs suivants :

- Sensibiliser sur certaines pratiques agro-écologiques telles que l'ombrage des plantations, les principes de la fertilisation et le maintien d'une couverture de sol (engrais vert, microclimat, érosion).
- Planifier la récolte et la commercialisation 2013.
- Écouter les propositions et arguments de chacun, les discuter et trouver un consensus viable.

Cette expérience de collaboration s'est avérée très positive, car elle nous a aidés à reformuler nos priorités. Nous remercions E-changer et Bruno pour leurs précieuses contributions ●

CRISTIANE LINS-KURY
RESPONSABLE PROJET FUSAM

BRUNO KULL
VOLONTAIRE E-CHANGER
www.fusam.ch

Un périmètre irrigué pour tendre à l'autosuffisance

Viim Kuilga ou « rivière de vie ». A lui seul, le nom évoque l'espoir de toute une région. La réalisation d'un système d'irrigation en aval de la digue inaugurée en 2011 offrira de nouveaux débouchés.

Si la retenue d'eau facilite aujourd'hui leur quotidien, les habitants de la commune rurale de Toézouri ont rapidement dû surmonter certaines difficultés. D'abondantes précipitations ont en effet inondé les terrains aux abords du plan d'eau et dégradé les berges. D'entente avec les ingénieurs, les versants de la digue ont été consolidés et ensemencés pour contenir l'érosion.

Retardée par des conflits d'intérêts, la mise en place d'un système d'irrigation fut également laborieuse. Les propriétaires ter-

riens sont toutefois parvenus à un accord sur la répartition des parcelles après de nombreuses discussions et la médiation d'une commission de répartition. D'ici deux ans, un périmètre irrigué de dix hectares répartis en 56 parcelles de 2500 m² en aval de la digue permettra d'accroître le rendement des cultures. Plusieurs variantes sont à l'étude pour concevoir un système de canaux adapté à la topographie. Un programme du Fonds monétaire international (FMI) et du gouvernement burkinabé pourrait contribuer au financement. Mais

comme le dit si bien un proverbe local : « les promesses n'ont de valeur que pour ceux qui les entendent ! » Plus de 2000 papayers ont tout de même déjà pu être plantés et le poisson apporte des ressources alimentaires et économiques supplémentaires.

Vingt ans après sa création, le Groupe de soutien s'interroge quant à sa pérennité. Chaque nouveau projet de développement nécessite réflexions et compromis. Mais les retombées des investissements consentis pour l'aide au développement sont tangibles. Les progrès dans les domaines de la scolarisation, de la forestation ou encore l'amélioration des conditions de vie ont conforté les membres fondateurs de l'association à reconduire leurs engagements lors de la dernière assemblée. Avec l'ambition de remplacer peu à peu l'aide directe par une production et une gestion autosuffisante des ressources ●

SARAH TSCHAN
GROUPE DE SOUTIEN TOÉZOURI
www.toezouri.ch

Appuyé par la FICD, le Groupe de soutien s'est engagé à réaliser un périmètre irrigué permettant d'accroître significativement le rendement du maraîchage.



E-changer et Changer

Depuis 18 mois, Jonas Crevoisier de Lajoux, a pris le risque de l'échange en s'exilant à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. A mi-parcours de son contrat de 3 ans, il a passé six semaines à La Courtine. La FICD a recueilli ses impressions.

Du voyage à l'échange

En 2009, de retour d'un périple de 9 mois en Amérique latine, le jeune informaticien « en veut plus ». Quelques clics plus tard, il entreprend la formation de l'ONG E-changer pour se préparer à partir plus longtemps et s'engager concrètement dans un projet de développement. Il refait ses valises, direction l'Afrique.

L'échange comme style de vie

A Ouaga, le djoula rejoint l'agence CO-RADE, partenaire d'E-changer. Il devient chargé du projet de mise en réseau des paysans, formés dans le cadre du programme Tylay (<http://www.corade.org/index.php/programmes/tylay>). Sa vie s'organise entre le bureau et le quartier où il vit.

Au bureau, les échanges avec ses sept collègues sociologues, agronomes, économistes, formateurs, lui offrent une porte d'entrée pour comprendre la culture locale et l'environnement dans lequel il évolue. A la « maison », il retrouve ses colocs, expatriés comme lui, qui vivent tour à tour les joies et les frustrations de leur vie au soleil. Avec son contrat de trois ans, il acquiert rapidement le statut de vieux sage, les autres restant une moyenne de trois à six mois.



Au quartier, Jonas n'est plus un étranger. Ses voisins le connaissent bien et les échanges se font naturellement, en français ou en moré, langue véhiculaire du Burkina Faso. Quand on lui demande qui sont ses amis, il répond sans hésiter « un mix de burkinabés et d'expats, je ne vois plus la différence, on est ensemble ».

Sur le terrain, l'échange avant tout

Monter une plateforme Internet pour des paysans burkinabés tient de l'équilibrisme. Beaucoup ne savent pas lire, encore moins



utiliser un ordinateur. Le système repose sur une septantaine de facilitateurs Tylay qui assurent le relais entre les groupes de paysans et la plateforme. Ce sont eux qui vont au cybercafé, y téléchargent les informations et les transmettent aux 700 cultivateurs concernés. Impossible de téléguider une telle manœuvre à partir d'un bureau à Ouaga. Les visites de terrain, la rencontre, l'échange, la confrontation avec la réalité villageoise font donc aussi partie du cahier des charges de Jonas Crevoisier qui dit beaucoup aimer ce volet de son travail.

Dès le mois de juin 2013, il devra organiser l'ouverture d'un télécentre pilote situé à 70 km de la capitale. Outre un cybercafé, le nouveau centre comprendra une bibliothèque et un espace pour visionner des films éducatifs.

La piste d'un service d'alerte via les téléphones portables reste d'actualité. Toutefois, les coûts élevés demandés par les opérateurs limitent encore le développement de ce projet.

L'échange : une utopie ?

Entre l'idéal du volontaire fraîchement débarqué et la réalité, l'échange n'a pas toujours la même signification. Jonas Crevoisier est frappé par le nombre d'ONG présentes à Ouaga. Rapidement, il découvre que beaucoup font presque la même chose, mais sans chercher à se connaître ou à créer des réseaux. Si la

diversité est une richesse, la dispersion appauvrit. Il reste beaucoup à faire pour que l'échange et la reconnaissance mutuelle des partenaires renforcent les actions de développement plutôt que de les mettre en péril. Un défi qui dépasse largement le cadre de son mandat.

Echanger pour rester en lien

Avant de partir, les volontaires E-changer doivent se constituer un groupe de soutien. Une sorte de passerelle entre ici et là-bas. Une exigence qui oblige à la communication.

Trois à quatre fois par année, 250 destinataires suivent Jonas au Burkina par sa lettre de nouvelles. Tous étaient conviés à la Fête du 4 mai à Lajoux où de nombreuses réjouissances et une présentation du projet étaient au programme. Une belle réussite qui a rassemblé près de 400 personnes.

Changer ?

Sans aucun doute. Mais surtout en acceptant que l'on ne change ni le monde ni l'autre si l'on n'est pas d'abord prêt à changer soi-même et à échanger dans l'écoute et le respect les uns des autres ●

Propos recueillis par :

ANNE-CHRISTINE HORTON
CHARGÉE DE PROJETS FICD
www.ficd.ch

Des lieux dédiés au développement

Le partenariat entre l'Association Thighza Atlas de Développement (ATAD) et CormoAtlas a vu le jour grâce à l'engagement d'Abdel Zalagh de Cormoret en faveur de sa communauté d'origine.



Le développement par le divertissement

L'école communautaire d'Ait Atman, dans le Moyen Atlas marocain, se distingue par l'application de l'article 31 des Droits de l'enfant qui stipule que « Le repos, le temps libre et les jeux sont importants dans la vie de chaque enfant ». Dans ce but, la maison d'accueil d'Ait Atman offre aux élèves, outre l'hébergement et la restauration, des espaces de distraction favorisant l'épanouissement de leurs potentialités dans différents domaines dont la musique, le théâtre, le sport...

Concrètement, il s'est agi pour l'ATAD, d'ériger non loin de l'école un lieu de socialisation, de développement personnel, d'éveil et de soutien scolaire par le recours à l'animation socioculturelle. Sans cet internat, les enfants habitant loin du village et sans ressources à allouer au transport quotidien ne seraient pas allés à l'école.

Grâce à cette mesure, le taux de déperdition scolaire à l'école d'Ait Atman a passé de 60% entre 2002 et 2008, à 10% en 2012, avec une amélioration sensible du niveau des résultats.

Forts de cette expérience à Ait Atman, l'ATAD et CormoAtlas se sont mis d'accord pour la construction d'une nouvelle maison d'accueil dans le cadre de l'école communautaire de Bouchbel.

Le développement par le renforcement associatif

Le réseau des associations de développement Ait Sgougou regroupe 10 organisations locales. Avec le soutien de CormoAt-

las et de l'ATAD, ce réseau, dont le but est le renforcement des capacités des acteurs locaux de développement, a élaboré un plan d'action pour appuyer les coopératives de la région et encourager la promotion des produits et métiers du terroir ainsi que du tourisme solidaire.

Une grande salle de réunion dédiée à la formation a été équipée par CormoAtlas et l'ATAD. Elle est également à disposition du conseil des jeunes comme lieu d'échange et de débat, les motivant à s'engager activement dans le développement de leur milieu.

L'ATAD remercie tous les membres de CormoAtlas, ainsi que ses partenaires qui participent de près ou de loin, à la réalisation de ces projets à forte valeur ajoutée sociale ●

LAHCEN ACHIBANE

PRÉSIDENT DE L'ATAD
PARTENAIRE DE CORMOATLAS
www.cormoatlas.ch

ApériCIP, la «proxi-équité» en questions

Le 23 mai dernier, Telebielingue, le CIP et la FICD ont co-organisé un débat intitulé « Équité – Proximité : effet de mode ou vague de fond ? »

Sous la houlette de Stéphane Devaux, rédacteur en chef du Journal du Jura, le débat a mobilisé un public important et le nombre de questions a témoigné du grand intérêt pour les thématiques abordées.



La notion « consommer local » est revenue à plusieurs occasions au cours de la discussion. Toutefois, quelques discordances ont émergé en fonction de la sensibilité des orateurs. « Il y a bien quelques produits de

la région, mais nos clients recherchent prioritairement les produits les moins chers », a commenté Jean-Jacques Beuchat, détaillant Denner.

Les Magasins du Monde et la fondation Max Havelaar se sont rejoints sur l'aspect essentiel de rétribuer équitablement les producteurs du Sud. Christiane Fischer, porte-parole des Magasins du Monde a insisté « sur l'importance d'un commerce à visage humain encourageant la production, la transformation et l'emballage local. »

Paul Sautebin, paysan, membre d'Uniterre s'est montré le plus tranchant en dénonçant le système capitaliste qui pille les terres du Nord comme du Sud. « Pour répondre à la demande mondiale, les pays du Sud produisent des pommes de terre ou du soja pour l'exportation, plutôt que de nourrir leurs populations », a-t-il dénoncé. Un dernier point partagé par Olivier Girardin, directeur de la Fondation Rurale Interjuras-

sienne et expert de la FICD qui a souligné, en sus, l'importance de la formation des agriculteurs : « Une compétence à partager avec les producteurs du Sud. »

Justement, le débat a pris les teintes du Sud et une orientation particulière grâce au témoignage passionnant de Blandine Sankara, présidente de l'association Prosolidar qui milite pour la souveraineté alimentaire au Burkina Faso : « Face aux nombreux produits importés, la consommation locale est un défi quotidien. Il faut sensibiliser les burkinabés à s'intéresser à une production couvrant d'abord nos propres besoins avant de nous ouvrir au marché mondial. » Le débat est donc universel. Venue « par hasard » à Tramelan, Mme Sankara est repartie sous des applaudissements nourris et mérités ●

BRUCE RENNES

INFORMATION ET COMMUNICATION
www.ficd.ch

Ensemble, on est plus forts

Du 5-12 juin, Bio Orou Djega (BOD), directeur exécutif et gestionnaire des ressources humaines de l'ONG béninoise Potal Men et Maliki Agnoro (MA), ingénieur agronome et directeur exécutif de Jura-Afrique Bénin ont passé une semaine en terre jurassienne. Au programme de leur visite: l'Assemblée Générale de leur partenaire Jura-Afrique, des rencontres, plusieurs séances de travail pour élaborer le programme stratégique des trois ans à venir et la participation au Festival Monde de Couleurs à Porrentruy.

La FICD leur a demandé leurs points de vue sur les enjeux actuels du développement.



Bio Orou Djega

Maliki Agnoro

Quels sont les 3 enjeux principaux auxquels vous faites face en matière de développement ?

Bio Orou Djega :

1. La prise en compte réelle des préoccupations des bénéficiaires pour un développement harmonieux et durable.
2. L'auto-financement de nos structures. Arrêter d'attendre que quelqu'un d'autre vous donne un financement. « Nous nous battons et ferons tout pour un jour nous autofinancer »
3. L'implication des femmes dans nos projets. Elles ne sont encore que 32 %. « Nous sommes convaincus que l'avenir de nos structures est dans les mains des femmes. »

Maliki Agnoro :

1. La stratégie d'intervention : il faut qu'elle reste participative et réponde étroitement aux besoins de la population cible.
2. Le renforcement des capacités des ressources humaines
3. La diversification des partenariats et la création de réseaux entre organisations sœurs, partenaires techniques et financiers.



« Cette première visite en Suisse a bouleversé toute ma vie. J'ai vu la détermination des partenaires, dont plusieurs sont déjà âgés. Cela renforce mon engagement dans le sens du développement et de l'appui aux organisations paysannes. A partir de maintenant, je sais à quel prix les gens récoltent les fonds » (MA)

Au terme de votre visite, quel message aimeriez-vous laisser aux organisations membres de la FICD ?

Bio Orou Djega :

- Renforcez les capacités organisationnelles de vos partenaires à la base.
- Encouragez le réseautage des organisations au sein de la fédération et avec les ONG spécialisées dans vos domaines de compétences.

Maliki Agnoro :

- « Ensemble on est plus forts. »
- Toutes les ONG membres de la FICD devraient coordonner leurs efforts pour rendre leurs actions plus performantes. Il y a trop d'actions dispersées en Suisse et au Sud.
- C'est à la FICD de pousser les ONG à réseauter

Vous êtes intervenus lors de la conférence de Catherine Morand sur « La Chine en Afrique » lors du Festival Monde de Cou-

leurs à Porrentruy. Pour vous au Bénin, que représente la Chine, une opportunité d'affaires ou une nouvelle colonisation ?

BOD : Les deux. Une opportunité, car la présence de la Chine permet aux Africains d'accéder à des biens de consommation moins chers, dont les téléphones qu'on trouve à 5000 ou 10000 CFA (10-20 CHF). Une nouvelle colonisation, parce que lorsqu'on analyse le type de partenariat prôné entre la Chine et l'Afrique ce n'est pas vraiment « gagnant-gagnant ». La Chine vient d'abord chercher la matière première qu'elle exploite à son profit, avec trop peu d'impact sur l'amélioration des conditions de vie des populations concernées.

MA : La présence des Chinois constitue une opportunité dans le sens qu'ils proposent de nouveaux services et produits. Mais c'est aussi une nouvelle colonisation car leur présence tue l'esprit entrepreneurial. Les travailleurs au service d'entreprises chinoises sont exploités et subissent de longues heures de travail chichement rémunérées. « On vous caresse et en même temps on vous empoisonne. »



MA : D'ici peu on risque de dépendre totalement des Chinois. On ne peut déjà plus se passer du téléphone portable et on peut suivre des cours de Chinois à la télévision. C'est une forme d'envahissement, d'aliénation. Avec le temps ils vont détruire le tissu social et susciter des conflits entre les pro-Chine et leurs opposants •

Propos recueillis par :

ANNE-CHRISTINE HORTON
CHARGÉE DE PROJETS FICD
www.ficd.ch

Lire l'intégralité de l'interview sur
www.ficd.ch

Agenda des associations

4ème brevet de Handicap Solidaire

Dimanche 21 juillet

Nouveau parcours VTT et marche populaire. Tous les VTTistes et marcheurs de la région sont attendu à Bourrignon pour découvrir l'association et partager un repas.

Découvrez le parcours sur www.handicapsolidaire.ch.

Inscriptions et départ :

VTT et marche : de 7 h à 12 h à Bourrignon, centre du village.

Départ en liberté : depuis chez soi. Casque obligatoire et vélo en bon état.

Prix : Adultes = 20 CHF (repas compris). Enfants = 10 CHF (repas compris) .

Contact/renseignements :

Gérard Joliat au 079 825 74 41 ou gerard_joliat@rocketmail.com



Divers

Samedi 29 juin, CormoAtlas : de 9 h à 17 h, Imeriale, St-Imier, stand de produits marocains.

Vendredi 16 août, CormoAtlas : de 9 h 30 à 17 h, Cormoret, vide-grenier.

Samedi 29 juin, Croissance Afrique : portes dès 18 h 30. Sociét'halle, Moutier : Concert avec Spooky Haeven Sound, Saahsal, Dominique Di Piazza et Michel Buono.

PP MOUTIER

AG FICD

14 novembre 2013

Prochaine parution

Prochaine parution du bulletin d'information de la FICD le 21 septembre 2013. Merci de transmettre vos articles sous format "Word" avec photos avant le 29 août 2013, par courriel, à achorton@ficd.ch.

Formation FICD

Atelier thématique :

Les enjeux actuels du développement par Reto Gmünder

7 septembre 2013, de 9 h – 16 h, Hôtel de la Gare, Moutier.

Inscriptions jusqu'au 30 août 2013 : achorton@ficd.ch.

Derrière chaque projet de coopération, chaque plan d'action et chaque partenariat se cache une compréhension implicite ou explicite du développement. De plus, les définitions et les pratiques évoluent au gré des expériences accumulées et des contextes en mutation.

Mieux comprendre le développement et ses enjeux permet de cibler son action et de clarifier les relations avec ses partenaires.

Impressum

Le bulletin de la FICD paraît quatre fois par an.

Comité de rédaction :

A.-C. Horton, J.-P. Maître, B. Rennes.

Tirage total : 780 exemplaires. Disponible sous format électronique sur www.ficd.ch.

Impression : ROOS SA, Crémines

FICD, Fédération Interjurassienne de Coopération et de Développement

Place de la Poste 3 - 2800 Delémont 1

+41 32 422 88 36 - info@ficd.ch / www.ficd.ch